



Jeudi 03 février 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du gouvernement: plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a présidé, mercredi, par visioconférence, une réunion du gouvernement consacrée aux secteurs de la Communication, la Santé, la Jeunesse et des Sports, de la Numérisation et les Statistiques, et de l'Agriculture et le Développement Rural, indique un communiqué des services du Premier ministre dont voici le texte intégral: "Le Premier ministre, ministre des Finances, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce mercredi 2 février 2022, une réunion du gouvernement tenue par visioconférence.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

ANDI : 1.877 projets d'investissement enregistrés en 2021

L'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) a enregistré 1.877 projets d'investissement pour un montant de 526 milliards de dinars en 2021, a indiqué mercredi son directeur général, Mustapha Zikara. Le nombre de postes d'emplois proposés dans le cadre de ces investissements, déclarés auprès de l'agence, est de plus de 46.000 postes d'emplois, a déclaré M. Zikara sur les ondes de la Radio nationale.



Benabderrahmane préside une réunion du gouvernement. Projet de loi organique relative à l'information :Consolider la liberté de la presse en accord avec la Constitution

Un avant-projet de Loi organique relative à l'information a été examiné lors d'une réunion du gouvernement, mercredi, en vue de conférer au texte un caractère novateur en accord avec les dispositions de la Constitution ainsi que les mutations induites par le développement technologique, indique un communiqué des services du Premier ministre.



Andi .L'investissement prend son envol : 1.877 projets enregistrés en 2021

L'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) a enregistré 1.877 projets d'investissement pour un montant de 526 milliards de dinars en 2021, a indiqué, hier, son directeur général, Mustapha Zikara.



AFFAIRE DE RÉALISATION DU COMPLEXE GNL3

Les sommes astronomiques réclamées par les Douanes et le Trésor public

Le Trésor public a réclamé le paiement solidaire d'un montant de plus de 127,297 milliards de dinars, alors que les Douanes d'Oran, d'Alger, de Mostaganem, de Skikda et d'Arzew ont demandé le paiement de plus de 37,67 milliards de dinars.

Le procès de l'affaire liée au marché de réalisation du complexe gazier GNL3 d'Arzew, obtenu par Saipem, une filiale du géant italien ENI, en 2008, devant le pôle financier de Sidi M'hamed à Alger, s'est poursuivi mardi avec un lourd réquisitoire, mais aussi de longues plaidoiries de la défense, clamant la relaxe pour la vingtaine de prévenus et plusieurs sociétés, notamment italiennes, poursuivies en tant que personnes morales.

LE CODE DE L'INVESTISSEMENT TOUJOURS À L'ÉTUDE

Des projets de l'ordre 526 milliards de dinars déclarés en 2021.

«Depuis deux ans et demi, rien n'a été fait pour améliorer l'attractivité du pays. Il y a l'incertitude de 2019, puis la crise sanitaire. Les bureaucrates ont fait perdre aux investisseurs beaucoup de temps et les freins à l'entrepreneuriat persistent alors que malgré la pandémie, on peut continuer à travailler et avancer sur l'élaboration des lois liées à l'investissement», regrette Mohamed Sayoud, consultant.

Prévu fin 2021, le nouveau code de l'investissement se fait toujours attendre. L'instabilité du cadre juridique régissant le monde des affaires continue ainsi à bloquer de nombreuses initiatives au moment où le besoin de créer de la richesse se fait de plus en plus pressant. Et pourtant, ce ne sont pas les promesses qui ont manqué au cours de ces derniers mois quant à la prise en charge de ce dossier de manière à répondre aux attentes des opérateurs économiques, qu'ils soient nationaux ou étrangers. Le directeur général de l'Agence nationale de développement (ANDI), Mustapha Zikara, a annoncé sur les ondes de la chaîne III de la radio nationale que le code est toujours à l'étude.

ALORS QUE LE PÉTROLE ATTEINT SON PLUS HAUT NIVEAU DEPUIS 2014 L'OPEP+ s'en tient à son plan de production

La décision de poursuivre les augmentations de production actuelles était attendue dans un contexte de forte demande, bien que le marché soit impacté par de forts risques géopolitiques qui commencent à affecter les prix du pétrole beaucoup plus que les fondamentaux. Après une brève rencontre tenue par visioconférence, à laquelle a pris part le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, la coalition de vingt-trois nations a clôturé sa 25e réunion ministérielle OPEP-non OPEP (OPEP+) en maintenant inchangé son plan de production, en dépit de la pression exercée sur les producteurs par des principaux pays consommateurs, menés par les Etats-Unis, pour les amener à pomper davantage de pétrole en vue de faire baisser les prix.

La 25e réunion ministérielle OPEP et non-OPEP (ONOMM), a décidé, «compte tenu des fondamentaux actuels du marché pétrolier et du consensus sur les perspectives, de réaffirmer la décision de la 10e réunion ministérielle OPEP et non-OPEP du 12 avril 2020 et entérinée lors de réunions ultérieures, y compris la 19e ONOMM le 18 juillet 2021», indique l'OPEP dans un communiqué rendu public à l'issue de la réunion ministérielle.



AU TERME D'UNE RÉUNION TENUE PAR VISIOCONFÉRENCE

L'Opep+ maintient inchangée sa stratégie d'augmentation limitée de la production

Comme attendu, l'Opep+ a décidé, hier, au cours d'une réunion, tenue par visioconférence, de maintenir sa stratégie d'ajustement progressif de ses quotas, impliquant une augmentation de la production pétrolière totale de l'alliance de 400 000 barils par jour en mars prochain. Elle a ainsi adopté une ligne de conduite prudente, rouvrant légèrement le robinet d'or noir, dans le respect des engagements pris dans le cadre de l'accord signé entre l'Opep et ses alliés.

Cette ligne, l'Opep+ ne s'en est jamais écartée malgré les appels de plus en plus insistants des Américains pour un relèvement de la production, et partant, pour une baisse des prix du pétrole. Depuis la dernière réunion de l'Organisation pétrolière et ses partenaires, le prix du baril de West Texas Intermediate (WTI) a grimpé de plus de 17% et celui du Brent de plus de 14%, les deux références du brut atteignant en janvier des sommets inédits depuis plus de 7 ans.



MOHAMED SAMI AGLI, PRÉSIDENT DE LA CAPC

“L'exportation est intimement liée à l'investissement” Le président de la Capc a insisté sur le potentiel économique de l'Algérie et les opportunités qu'offre le pays pour les investisseurs.

Il a mis en avant les politiques mises en œuvre par les pouvoirs publics pour relancer les investissements locaux et attirer les investissements directs étrangers.

L'année 2022 s'annonce comme celle de l'économie. C'est ce qu'a indiqué Mohamed Sami Agli, président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (Capc) dans un entretien à Oxford Business Group (OBG). Le président de la Capc a insisté sur le potentiel économique de l'Algérie et les opportunités qu'offre le pays aux investisseurs. Il a mis en avant les politiques mises en œuvre par les pouvoirs publics pour relancer les investissements locaux et attirer les investissements directs étrangers. Sami Agli a, notamment, fait référence à la suppression de la règle 51/49% régissant l'investissement direct étranger, sauf dans trois secteurs jugés stratégiques.



IMPLIQUANT 526 MILLIARDS DE DINARS D'INVESTISSEMENTS

1 877 projets sur le bureau de l'Andi

Selon Mustapha Zikara, directeur général l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), 1 877 projets, mobilisant 526 milliards de dinars d'investissement, ont été enregistrés en 2021. Ces investissements devraient générer 46 000 emplois. Sur le total des investissements évoqués par Zikara, qui s'exprimait hier à la radio nationale l'agence a recensé 980 projets dans le secteur de l'industrie nécessitant plus de 275 milliards de dinars d'investissement et créant plus de 28 000 postes d'emploi.

Zikara a, en outre, fait savoir que 268 "grands projets" mobilisant 500 millions de dinars d'investissement ont été répertoriés, ce qui représente des investissements globaux de plus de 358 milliards de dinars, qui permettront la création de plus de 21 000 postes d'emploi. Tous ces projets, a-t-il indiqué, ont obtenu des certificats d'inscription auprès de l'organisme qu'il dirige et entamé la phase de réalisation.



RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Présentation de l'avant-projet de loi organique relative RENOUELEMENT PARTIEL à l'information

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES FINANCES, Aïmene Benabderrahmane, a présidé, hier, par visioconférence, une réunion du gouvernement consacrée aux secteurs de la communication, la santé, la jeunesse et les sports, la numérisation et les statistiques et de l'agriculture et du développement rural.



ABDERRAHMANE MEBTOUL, EXPERT ET CONSULTANT INTERNATIONAL

L'impératif d'un nouveau management de l'énergie

La hausse de la production des hydrocarbures et l'envolée des prix du pétrole et du gaz ne mettent pas l'Algérie, selon l'expert Abderrahmane Mebtoul, à l'abri d'une concurrence mondiale féroce. D'où la nécessité, selon lui, de mettre en place un nouveau modèle de management dans le secteur de l'énergie.



VIGNETTE AUTOMOBILE

Ressources insuffisantes pour l'entretien des routes

PLUS DE 7 MILLIONS DE VIGNETTES AUTOMOBILES ont été commandées par la direction générale des impôts en 2021, selon les chiffres annoncés par l'organisme. Les recettes de la vente des vignettes automobiles sont réparties comme suit, 20% pour le Fonds national routier et autoroutier, 30% reversés à la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales et 30% au budget de l'Etat.



BILLETS DE 200 DA

Retirés puis réinjectés

Pas moins de 10.000 milliards de dinars circulent sur le marché parallèle. Pour l'économiste Nabil Djemaâ, il s'agit d'un «manque flagrant pour l'économie nationale». Face à la crise de liquidités, l'Etat a injecté un gros stock de billets de 200 et 500 DA, retirés auparavant de la circulation. L'opération de retrait de la circulation des billets de 200 DA a commencé en 2014 et devait se poursuivre jusqu'en décembre 2024. Mais face à la crise sanitaire et économique, explique l'expert, l'Algérie s'est retrouvée contrainte de réinjecter ces billets retirés pour assurer les salaires et contrecarrer le manque de liquidités dans le système bancaire.



Opep+

L'augmentation de production de 400.000 b/j maintenue en mars

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, désignés sous le nom «Opep+», ont décidé mercredi lors de leur 25ème réunion ministérielle, d'augmenter leur production pétrolière totale de 400.000 barils/jour en mars prochain, selon le communiqué final de la réunion. Les 23 pays de l'Opep+ (13 membres de l'Opep et 10 pays producteurs non membres) ont ainsi reconfirmé le plan d'ajustement de la production décidé en juillet 2021, et qui prévoit une augmentation de l'ordre de 400.000 barils/jour, chaque mois.



L'ANDI a enregistré 1.877 projets d'investissement d'une valeur de 526 Mds DA

Repli assez marqué des investissements en 2021, mais moins durable !

Malgré la persistance de la crise sanitaire et économique en 2021, l'Algérie a su tirer profit du rebond des cours du pétrole, favorisant un retour progressif de l'investissement au niveau local et étranger à travers la mise en place de nouvelles mesures de soutien à l'investissement productif dans les entreprises. Parmi les actions menées dans ce cadre, la levée des obstacles sur les investissements en suspens et le renforcement des mesures de soutien et d'accompagnement des investisseurs dans le développement de leur projet. Cette dernière mission relève des prérogatives de l'Agence nationale du développement de l'investissement (ANDI) qui participe à la mise en œuvre de toutes les mesures visant à promouvoir les investissements productifs et générateurs d'emplois.



[Récupération des terres agricoles inexploitées](#)

[Le recensement a commencé](#)

Les terres inexploitées seront recensées à travers les wilayas du nord du pays, en vue de les récupérer et les octroyer à de nouveaux investisseurs. La problématique des terres agricoles privées non exploitées, pèse sur l'économie nationale depuis des années et continue d'affecter les productions stratégiques telles que les céréales.



[L'Opep+ augmentera sa production de 400.000 b/j en mars](#)

[Les «23» jouent la prudence](#)

Les 13 pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs 10 alliés, dont la Russie, ont donc décidé sans surprise de poursuivre leur stratégie. La question a été tranchée sans laisser de place au moindre doute. Le verdict de la 25ème réunion ministérielle des pays de l'Opep et des pays non Opep qui s'est tenue, hier, par visioconférence, est tombé.



[Commission d'enquête parlementaire: Vingt raisons derrière la pénurie d'huile de table](#)

Avant sa remise au président de l'APN et au président de la République, le rapport de la commission d'enquête parlementaire, chargée depuis le 20 janvier dernier de mettre la lumière sur la pénurie ayant touché plusieurs produits alimentaires de base ces derniers temps, dont l'huile de table, a relevé vingt (20) raisons à l'origine des perturbations enregistrées sur la marché de ces produits alimentaires.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Mahfoudh Kaoubi, expert et analyste économique : " La bureaucratie entrave l'investissement "

La bureaucratie est considérée comme le principal frein empêchant l'attractivité du climat d'affaires algérien aux investissements, notamment étrangers." Les lourdeurs bureaucratiques sont préjudiciables à l'attractivité de l'investissement qui exige un réel changement dont la clé se trouve à deux niveaux : l'organisation et les personnes ", a estimé l'économiste et analyste des questions financières, Mahfoudh Kaoubi.

En effet, dit-il, cette lourde mission de réformes incombe aux vrais professionnels conscients des enjeux et qui savent comment procéder pour servir, selon une feuille de route, des objectifs concrets mis en place. L'Invité de la rédaction de la chaîne 3, de la Radio algérienne, déplore, en outre, les Codes du travail et du commerce, le Code des investissements qui devait être fin prêt pour octobre dernier pose " un réel problème ". Il doit être élaboré de concert avec l'ensemble des partenaires, mais rapidement, en vue de redynamiser l'économie et libérer les initiatives.



Investissement : « l'Algérie est malade de son administration. Cet état pathologique permanent coûte énormément »

« L'Algérie est, faut-il le dire clairement, malade de son administration. Cet état pathologique permanent coûte énormément ...encore faut-il rappeler qu'elle demeure (l'administration, ndlr) l'un des grands obstacles aux réformes. Car, les gens se sont habitués à des situations de rente », a déclaré ce mercredi, l'économiste et analyste des questions financières, M. Mahfoudh Kaoubi, à la radio nationale.



الوزير الأول يتراأس إجتماعا للحكومة.. وهذه مخرجاته

ترأس الوزير الأول، وزير المالية، أيمن بن عبد الرحمان، اليوم الأربعاء اجتماعا للحكومة.

وخصص الاجتماع لقطاعات الاتصال، الصحة، الرقمنة والإحصاء، الشباب والرياضة وكذا الفلاحة. وفي هذا الإطار، درس أعضاء الحكومة المشروع التمهيدي للقانون العضوي المتعلق بالإعلام. بالإضافة إلى مشروع مرسوم تنفيذي يحدد قائمة الأمراض المتقلة الخاضعة للتصريح الإجباري.



منع دخول المنتجات المستعملة ورسوم بـ160 بالمائة على الجديدة

الجمارك تشدّد الرقابة على الاستيراد بالطرود

أمرت المديرية العامة للجمارك مصالحها على مستوى محطة الشحن بمطار الجزائر الدولي، تشديد الرقابة على عمليات الاستيراد عبر الطرود البريدية لسلع ومنتجات مستعملة على أساس أنها جديدة، كما شرعت في تطبيق رسوم على هذا النوع من الاستيراد بنسب تتراوح من 70 إلى 160 بالمائة لكل السلع التي تتراوح قيمتها ما بين 1 إلى 20 مليون سنتيم.



46 ألف منصب شغل تنتظر الضوء الأخضر من وكالة الاستثمار

كشف المدير العام للوكالة الوطنية لتطوير الاستثمار مصطفى زيكارة عن عدد الملفات المودعة لدى الوكالة في سنة 2021 والتي بلغت 1877 ملفا بعدد مناصب شغل تجاوز 46 ألف منصب. وأوضح زيكارة لدى استضافته، الأربعاء، ضمن برنامج "ضيف الصباح" للقناة الإذاعية الأولى "أن عدد مناصب الشغل المقترحة في هذه المشاريع يتجاوز 46 ألف منصب أغلبها متعلقة بالقطاع الصناعي بـ980 مشروع تفوق قيمتها 275 مليار دينار مع توفير مناصب شغل تتجاوز 28 ألف منصب.



هذا ترتيب الجزائر عربيا من حيث احتياطي الذهب

حافظت الجزائر على مرتبتها الثالثة عربيا من حيث احتياطي المعدن الأصفر خلال سنة 2021، وهذا حسب تقرير مجلس الذهب العالمي.

وحسب تقرير المجلس فقد حلت الجزائر في المرتبة الثالثة باحتياط بلغ 173.6 طن، بعد كل من السعودية التي جاءت في المرتبة الأولى عربيا باحتياطيات 323.1 طن من الذهب، ثم لبنان في المرتبة الثانية عربيا باحتياطيات بلغت 286.8 طن.

وجاءت ليبيا في المرتبة الرابعة عربيا باحتياطيات بلغت 116.6 طن من الذهب، ثم العراق 96.4 طن، ثم مصر باحتياطيات 80.8 طن. أما عالميا، فقد جاءت الولايات المتحدة في المرتبة الأولى باحتياطيات بلغت 8133.5 طن من الذهب، تلتها ألمانيا باحتياطيات بلغت 3359.1 طن، ثم إيطاليا باحتياطيات بلغت 2451.8 طن.



نفط: الجزائر سترفع إنتاجها بـ10 آلاف برميل يوميا

أكد وزير الطاقة والمناجم، محمد عرقاب اليوم الأربعاء بالجزائر العاصمة إن الجزائر سترفع إنتاجها اليومي من النفط بمقدار 10 آلاف برميل في شهر مارس المقبل. وأضاف الوزير عقب الاجتماع الوزاري الـ25 للبلدان الأعضاء في أوبيك وغير أوبيك (أوبك+)، الذي شارك فيه عبر تقنية التحاضر المرئي عند بعد أن إنتاج النفط الجزائري "سينتقل من 982 ألف برميل/يوم إلى 992 ألف برميل/يوم في مارس المقبل".

Le Soir
D'ALGERIE

APRÈS LA GUERRE DÉCLARÉE AUX SPÉCULATEURS

Les médicaments sous tension reviennent dans les officines

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique a déclaré la guerre aux spéculateurs. Désormais, les distributeurs, les fabricants et les importateurs disposent d'un délai de 48 heures pour acheminer les produits pharmaceutiques, en stock, vers leurs destinations. Après des premières mises en demeure et notification, de fermeture, suite au vaste programme d'inspection lancé par le département de Benbahmed, les résultats sont déjà là. Les officines commencent à recevoir les produits qui étaient sous tension il y a quelques semaines. Certains pharmaciens sont approvisionnés sans même passer commande auprès de leurs fournisseurs.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) – Est-ce que c'est le début de la fin de la spéculation et de la vente concomitante dans le secteur du médicament ? Rien n'est sûr pour le moment. Mais les choses commencent à rentrer dans l'ordre. La guerre déclarée à la spéculation par Benbahmed depuis une semaine commence à donner des résultats. En effet, pas moins de 25 mises en demeure ont été prononcées à l'égard des spéculateurs en une semaine. Et ce n'est pas fini. Lotfi Benbahmed a renforcé ses équipes par les brigades d'inspection relevant du ministère du Commerce afin de lutter contre toute pratique commerciale susceptible d'entraîner des tensions ou des ruptures d'approvisionnement de certains médicaments. Suite à ces premières sanctions, les officines qui dénonçaient il y a quelques semaines une forte tension et des rup-

tures sur certains médicaments destinés au traitement de la Covid-19 commencent à être approvisionnées. Ces inspections ont, en effet, permis la libération d'importantes quantités stockées. «Depuis le début des inspections, à la fin de la semaine dernière, il y a pas mal de quantités de produits pharmaceutiques qui étaient signalées en rupture et qui commencent à être libérées», a déclaré Messaoud Belambri, président du Snapo. «Cela fait plusieurs années que nous appelons à la moralisation de cette activité, car le problème ne s'est pas posé uniquement durant cette pandémie mais à chaque fois qu'il y a augmentation de la demande sur un produit, il y a de la vente concomitante ou de la spéculation. Nous ne condamnons pas tous les distributeurs mais il y a une partie qui profite de ces situations et heureusement, cette fois-ci, et grâce aux agents de

contrôle de l'Inspection générale du ministère de l'Industrie pharmaceutique, à l'intervention des agents qualifiés du Laboratoire national des produits pharmaceutiques, au niveau régional et les brigades mixtes avec le ministère du Commerce, la situation s'est beaucoup améliorée», a expliqué le président du Snapo. Le ministre de l'Industrie pharmaceutique a appelé tous les pharmaciens victimes de pratiques commerciales illégales à porter directement leurs réclamations auprès des services de l'Inspection générale. Pour rappel, le département de Lotfi Benbahmed a annoncé que plus de 22 millions de boîtes de paracétamol ont été livrées aux établissements de distribution du 1^{er} novembre au 27 janvier, en plus des 3 millions de boîtes prévues à la distribution durant la semaine du 28 janvier au 3 février 2022. Plus de 3 millions d'unités de vente en énoxaparine ont également été mises sur le marché durant la période du 1^{er} novembre 2021 au 27 janvier 2022, avec près de 500 000 unités prévues à la distribution cette semaine à la faveur de la mise sur le marché du Théranox produit par les laboratoires Biothéra dont 500 000 unités sont prévues à la distribution durant le mois de février.

2 400 000 tests antigéniques autorisés à l'importation en plus des quantités produites localement sont également disponibles.

S. A.

COMMENTAIRE

GOUVERNEMENT - MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Un seul cap, un seul amiral

Par Mohamed Khellaf

Agir, avec autant de profondeur, par la voie du Médiateur de la République est un nouveau mode de gouvernance que le président Tebboune a créé, qui fait partie de son exécutif, sans être dans le gouvernement. On aurait pu chicaner le Président sur ce désdoublement, pour le moins étrange, si on n'avait pas constaté, immédiatement, la très grande efficacité de ce qu'il est désormais permis d'appeler la méthode Tebboune. Travaillant avec acharnement à mettre en application ses engagements, le président de la République voit ses efforts se diluer dans l'âtermoiement et les lourdeurs de la machine administrative, trop habituée à des cycles gouvernementaux lents. Mais s'agissant d'un homme qui a mené toute sa carrière au sein de ce système de gouvernance, on ne peut parler de découverte, plutôt de moment, pour le Président, où il devenait inconcevable de se conforter de cette seule façon de travailler et où, lui, en sa qualité de chef de l'Etat, a les prérogatives nécessaires pour imaginer et mettre en place une alternative viable.

Certes, les actions gouvernementales sont des façons de mise en œuvre de stratégies de développement sectoriel qui devraient, sur le long terme, avoir des effets structurants sur les différentes activités qu'elles informent, mais politiquement, il est impossible de réaliser des résultats répondant à des attentes citoyennes qui s'expriment toujours sur le court et le moyen terme sans mobiliser des capitaux importants au détriment des équilibres budgétaires du Trésor public et de la souveraineté financière du pays.

Le Médiateur de la République est devenu, en quelques mois, l'instrument de gouvernance, en Algérie, le plus populaire et le plus remarquable, en termes de mode d'action et de résultats, suscitant l'attention des citoyens, des opérateurs économiques de tous bords, et celle aussi de la classe politique, toutes sensibilités confondues, et pour cause : cette institution d'arbitrage concentre des prérogatives, au nom du Président, qui donnent à celui-ci un pouvoir panoptique sur l'administration, et qui favorisent une gouvernance directe des affaires citoyennes, loin des lourdeurs bureaucratiques à l'origine d'abus de pouvoir, de mainmise sur le foncier, de

népotismes, de corruption et de situations de rentes et de monopoles économiques. Les exemples ne manquent pas dans la sphère économique où des acteurs industriels sectoriels étaient paralysés, à différents niveaux pour différentes raisons, pour permettre à des importateurs de continuer à régner sur un marché captif. Aujourd'hui, quelles que soient les accointances des uns et des autres au sein de la machine administrative, nul ne peut continuer à bloquer des investissements ou d'empêcher des citoyens d'accéder à des droits que leur accorde la République, sans être épinglé par l'action continue et vigilante du Médiateur de la République, même ceux, puissants et appuyés, qui servent des intérêts occultes. Sur le plan social, comme sur le plan économique, le Médiateur de la République, pour peu qu'il demeure sous la supervision assidue du Président de la République, donnera certainement des résultats extraordinaires jamais réalisés, de mémoire d'Algériens, sous le soleil de la République. Que dire alors, si à ces résultats s'ajoutent, sur le long terme stratégique, ceux de l'action gouvernementale ? Après tout, pour ces deux navires, il n'y a qu'un seul cap et un seul amiral.



تمثل أزيد من 1800 ملف

أكثر من 526 مليار دينار من المشاريع أودعت لدى "أوندي" في 2021

كشف المدير العام للوكالة الوطنية لتطوير الاستثمار "أوندي"، مصطفى زيكارة، عن عدد الملفات المودعة لدى الوكالة في سنة 2021 والتي بلغت 1877 ملف بمبلغ إجمالي يتجاوز 526 مليار دينار.

الاقتصادية على غرار تعزيز دور الوكالة عن طريق المهام المسندة إليها.

وأبرز المسؤول الأول على الوكالة الوطنية لترقية الاستثمار الأهمية البالغة التي يحظى بها القاتنون الجديد للاستثمار والدور البارز الذي سيلعبه في دعم الوكالة الوطنية لتطوير الاستثمار، حيث يهدف إلى خلق بيئة استثمارية جذابة وهو ما سيعيد إنعاش المجال في الجزائر بعد الركود الذي عرفته المرحلة السابقة لعدة أسباب على غرار تأثير الجائحة على الاقتصاد الوطني وتحفظ بعض الإدارات في ظل قضية محاربة الفساد.

وأكد ذات المسؤول، من الناحية المقابلة، على أن الوكالة ستعمل على إحداث إنصاف في منح العتقار الصناعي في المستقبل، بعيدا عن التجاوزات التي وقعت من قبل وإعادة تنظيم المناطق الصناعية بما في ذلك إنجاز مناطق صناعية جديدة وفي حال تقديم مرافقة مالية من طرف وزارة المالية سيكون للوكالة دور فعال "يبقى الدور الأساسي وحجر الأساس هو النظام المعلوماتي والمنصة التي تم إنجازها من منطلق أن من شأنها محاربة البيروقراطية والرشوة باعتبارها حلقة وصل ما بين المستثمر وجميع الإدارات، وبالتالي تقليص الوقت والجهد.



عدد مناسب الشغل المقترحة في هذه المشاريع يتجاوز 46 ألف منصب

سعيد بشار

● أوضح المتحدث، أمس، لدى استضافته ضمن برنامج "ضيف الصباح" للقناة الإذاعية الأولى، أن عدد مناصب الشغل المقترحة في هذه المشاريع يتجاوز 46 ألف منصب أغلبها متعلقة بالقطاع الصناعي بـ 9800 مشروع تفوق قيمتها 275 مليار دينار مع توفير

وفي ذات السياق، أكد مصطفى زيكارة أن خارطة الطريق التي حددها رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون للمرحلة المقبلة ستعزز دور الوكالة في دعم وترقية الاستثمار ومرافقة المستثمرين وأن المرحلة المقبلة ستكون اقتصادية بامتياز في ظل الأولوية التي منحها رئيس الجمهورية لعدد الملفات

مناصب شغل تتجاوز 28 ألف منصب، وفيما يتعلق بالاستثمارات التي تتجاوز قيمتها 500 مليون دينار جزائري تم إحصاء 268 مشروع بمبلغ يفوق 358 مليار دينار جزائري، مبرزا أن الملفات دخلت مرحلة الإنجاز فيما بعضها في المراحل الأولية للحصول على القروض وبعض التراخيص.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

© 2014 - جميع الحقوق محفوظة
الوزارة المالية الجزائرية